

CONJUGES - GAZARD PAYS.
**LES DÉCLARATIONS
DE M. BENDJELLOU
À UN JOURNALISTE**

Paris, 25 février. — Le *Matin* publie l'interview accordée à son envoyé spécial, Léo Germain-Roache, par M. Bendjellou à Constantine. Celui-ci, après avoir exposé les souffrances infligées par la crise aux Indigènes, a parlé des efforts tentés par les musulmans pour se faire entendre de la métropole.

— Jamais on n'a, toi, répondu à notre plainte, a-t-il dit. Nous avons été présumés coupables. Nous avons pensé qu'à Paris, on nous écouterait. Nous avons demandé avec cette confiance respectueuse que nous mettons en lui, une au-

dience au chef suprême de l'Algérie, Ministre de l'Intérieur. On nous a barré sa porte. Aujourd'hui, la force des événements le contraint à venir lui-même voir ce qui se passe dans ce pays.

Il s'est quand même rendu compte que la masse indigène, jadis divisée, est aujourd'hui tout entière derrière nous. Les élections ont passé. Malgré la pression la plus scandaleuse que l'Administration ait osé exercer, nous avons obtenu un éclatant succès.

« Pour nous écraser, le Gouvernement général n'a point hésité à bouleverser les circonscriptions, détachant ici, rattachant là, suivant le compte qu'il pouvait faire des voix favorables ou hostiles. Le plus clair de ces manipulations a été de priver pendant trois ans de leur droit de vote les populations ainsi manipulées et, malgré cela, nous avons obtenu quand même d'éclatantes victoires.

« L'Administration se venge maintenant dans tous les domaines. On tenant dans tous les domaines. On nous a fermé les portes des communes. On a fermé, ensuite, dans les communes où nous l'avions emporté les écoles et même les cafés maures. On a refusé leurs passeports à nos amis. Dans les communes qui nous sont fidèles, les prêts de semence qui, depuis octobre auraient dû être distribués, ne le sont pas encore. Mais, par contre, avec quelle rigueur on y poursuit la rentrée des impôts. Nous n'avons pas d'amour-propre. Nous avons supporté et continuerons à offrir à ceux qui nous administreront une loyale collaboration. On ne nous a même pas fait l'honneur de nous répondre qu'on la déclinait.

« Nous avons compris que notre faiblesse venait uniquement de ce que nous ne sommes rien. Nous ne demandons pas l'impossible. Nous ne demandons pas un décret. Crémieux, nous, mais, est-il admissible, est-il humain, qu'à cet Arabe évolué, à ce médecin qui a de vos facultés, à ce docteur en droit préparé pour vos prétoires, on refuse ce bulletin de vote que met sous nos yeux, en nous narquant, notre ancien esclave, ce juif dont vous avez libéré le ghetto et qui ne parle même pas français ? »

M. Bendjellou termine en commentant ainsi les événements de Constantine et ceux de Séfif :

« Explosions sporadiques et imprévisibles d'une longue colère contenue. Nous nions en avoir la véritable responsabilité. Mais, nous les regrettons de tout notre cœur humain. Nous sommes attachés indissolublement à la France, notre patrie intellectuelle. Nulle influence, quelle soit communiste ou étrangère, ne saurait nous en détacher. Nous souffrons parce qu'il est pour nous douloureux d'assister à l'effondrement de notre société musulmane. Nous souffrons peut-être plus encore de n'être pas compris par le pays de la Révolution française, pays de la justice et de la liberté, pays qui a écrit sur ces monuments « Fraternité ». Peut-il admettre qu'ici, en Algérie, sur la terre qui le prolonge, il faille se résigner et subir pour mentir le titre de « bon Français ? »

N.D.L.R. — Il est bien entendu que nous ne publions qu'à titre purement documentaire les déclarations de M. Bendjellou à notre confrère du « *Matin* ».

Nous ne pouvons, cependant, nous dispenser de faire remarquer que c'est une singulière façon d'aimer la France — ou tout au moins de la dire — que d'attaquer les représentants de son gouvernement dans ce pays : Gouverneur général, Préfet et leur Administration.

Dépêche de Constantine
26 Février 1935